Madame La Directrice Académique, Mesdames et Messieurs Les Membres du CTSD,

Nous sommes réunis ce jour pour faire un point de situation sur ce qu'a été la reprise du 12 mai et sur ce que pourrait être la reprise du 2 juin.

Tout d'abord, si ce retour à l'école a pu se faire (sans trop de casse) pour un nombre représentatif d'élèves, c'est le cas également dans les collèges depuis le 18 mai, c'est bien grâce à l'énergie incroyable déployée par tous, et en particulier les directrices et directeurs d'école.
Il serait intolérable de continuer à faire comme avant, quand la situation était déjà difficilement tenable :une proposition de loi sur le statut des directeurs d'école sera présentée à l'assemblée nationale. Ce texte n'est pas abouti mais il aura le mérite de remettre en débat cette question pour trouver rapidement des solutions concrètes. C'est incontournable et urgent.

Au sujet des directeurs et même si il est important de rassurer et de cadrer l'itinérance des remplaçants, il est urgent de permettre de décharger les directeurs et directrices des petites écoles.

Dans l'immédiat, la prime exceptionnelle promise par le gouvernement ne répond en rien à l'engagement qui a été celui des personnels pendant cette période de confinement et de dé-confinement. Rien n'est prévu pour les directrices et directeurs et la notion de forfait (rien en dessous de 4 jours et demi) ne reconnaît pas l'investissement collectif des équipes. L'investissement de tous dans cette période particulière doit être valorisé.

Pour revenir sur ce qui nous attend, la fin du chômage partiel au 1er juin et en conséquence la nécessité pour tous les parents de trouver une solution de garde va probablement créer une vague d'arrivée massive d'élèves que les équipes risquent de ne pas pouvoir encaisser.
Plus que jamais, nous avons besoin d'une communication ferme de votre part sur ce que doivent être les élèves accueillis en priorité notamment quand un moyen de garde est possible.

Les équipes se réorganisent en permanence pour s'adapter aux demandes et aux contraintes du protocole mais tout n'est pas réalisable. Les collègues subissent de nombreuses pressions parentales.

Le dispositif 2S2C, actuellement présenté, peut présenter des intérêts, qui restent à démontrer, de manière très ponctuelle et locale. Il serait inadmissible de le généraliser et de l'ancrer dans la durée, nous nous y opposerons. L'école de la république ne peut pas se réduire à ce que nous nommons sans doute à tort les fondamentaux.

Pour finir, et parce que nous allons pouvoir échanger longuement durant cette instance sur tous les aspects de ces reprises, il nous paraît indispensable d'insister sur un point : la nécessité d'une communication uniforme, intégrée et mesurée des circonscriptions.

En effet, le contexte fut très particulier et les IEN ont su se montrer réactives et réactifs pour que les équipes disposent de l'information rapidement. Cependant, il faut désormais calmer le jeu et réfléchir à ce qui pourrait être de meilleures pratiques. Les collègues et particulièrement les directeurs et directrices ont besoin d'avoir confiance dans l'information qui leur est adressée et cela ne peut être le cas, que lorsque celle-ci est précise, qu'ils ont du temps pour l'intégrer et la diffuser. Une analyse claire de l'institution doit pouvoir leur être proposée afin de ne pas donner la possibilité à diverses interprétations d'une circonscription à une autre.

Par ailleurs, des incompréhensions et des inquiétudes en lien avec des avis de l'ARS concernant les conduites à tenir en cas de COVID ont vu le jour. Nous avons pris largement notre part pour rassurer les collègues et aboutir à une décision sage que vous avez su prendre. Il nous semble important de clarifier définitivement la procédure. Nous ne remettons pas en cause l'expertise de l'ARS mais nous ne sommes pas en capacité de mesurer les risques. Les procédures rassurent et lorsqu'elles doivent évoluer, il faut l'expliquer. Nous sommes sur la bonne voie.

Malgré tout, c'est avec satisfaction que nous constatons que les équipes des écoles et des circonscriptions ont réussi à garder le cap dans la jungle d'une communication ministérielle hasardeuse, excessive et trop souvent incohérente.